

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

AMUNDI INVESTISSEMENT FORESTIER
Groupement Forestier d'Investissement à capital variable
Siège social : 91-93 Boulevard Pasteur - 75015 Paris
N° Siren 892 439 548 RCS Paris

AVIS DE CONVOCATION A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 22 JUIN 2026

Les Associés du groupement **AMUNDI INVESTISSEMENT FORESTIER** sont convoqués :

le lundi 22 juin 2026 à 16h30
à la Villa M 24/30 boulevard Pasteur – 75015 PARIS

En Assemblée Générale Mixte, en vue de délibérer sur l'ordre du jour exposé ci-après :

ORDRE DU JOUR À TITRE ORDINAIRE

- Lecture du rapport de gestion de la Société de Gestion concernant l'exercice clos le 31 décembre 2025,
- Lecture du rapport du Conseil de Surveillance sur la gestion du GFI et sur les conventions visées par l'article L 214-106 du Code monétaire et financier,
- Lecture des rapports du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025 et sur les conventions visées par l'article L 214-106 du Code monétaire et financier,
- Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025,
- Approbation des conventions réglementées visées par l'article L214-106 du Code monétaire et financier intervenues entre le GFI et la Société de Gestion, ou tout associé de cette dernière,
- Quitus à la Société de Gestion,
- Quitus au Conseil de Surveillance,
- Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025,
- Fixation de la rémunération du Conseil de Surveillance,

ORDRE DU JOUR À TITRE EXTRAORDINAIRE

- Modification de l'article 6.3 des statuts,
- Pouvoirs en vue des formalités.

TEXTE DES RÉSOLUTIONS À TITRE ORDINAIRE

1^{ère} résolution

Approbation des comptes annuels

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

après avoir entendu la lecture des rapports :

- de la Société de gestion,
- du Conseil de surveillance,
- et du Commissaire aux comptes,

approuve dans tous leurs développements les rapports de gestion établis par la Société de gestion et le Conseil de surveillance ainsi que les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025 tels qu'ils lui ont été présentés et approuve en conséquence les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports.

2^{ème} résolution

Approbation des conventions réglementées

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil de surveillance et du Commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L 214-106 du Code monétaire et financier,

approuve les termes desdits rapports ainsi que les conventions ou opérations visées dans ces rapports.

3^{ème} résolution

Quitus à la Société de Gestion

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,
après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de gestion et du Conseil de surveillance,

donne quitus à la Société de gestion de sa mission pour l'exercice écoulé.

4^{ème} résolution

Quitus au Conseil de Surveillance

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,
après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de gestion et du Conseil de surveillance,

donne quitus au Conseil de surveillance de sa mission pour l'exercice écoulé.

5^{ème} résolution

Affectation du résultat

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

ayant pris acte que :

- | | |
|---|----------------|
| - le résultat de l'exercice clos est de : | - 363 618,27 € |
| - le report à nouveau est de : | - 398 650,56 € |
-

Décide d'affecter le résultat bénéficiaire :

- | | |
|--------------------------------------|----------------|
| - Au report à nouveau à hauteur de : | - 363 618,27 € |
|--------------------------------------|----------------|

Ramené ainsi à un montant de :	- 762 268,83 €
--------------------------------	----------------

6^{ème} résolution

Rémunération du Conseil de Surveillance

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,
après avoir rappelé que :

- la dernière assemblée générale a décidé de fixer à 11.300 € la rémunération globale à allouer au Conseil de surveillance au titre 2025,
- que le Conseil a été amené à tenir une réunion supplémentaire au cours dudit exercice,

L'Assemblée Générale **fixe** à 7.800 € la rémunération globale à allouer au Conseil de surveillance au titre de l'exercice en cours.

Les frais de déplacement des membres du Conseil de surveillance seront remboursés en sus dans le cadre des règles fixées par le règlement intérieur du Conseil de Surveillance qui s'aligne avec la grille de frais du Groupe Amundi.

TEXTE DES RÉSOLUTIONS À TITRE EXTRAORDINAIRE

7^{ème} Résolution

Modification de l'article 6.3 des statuts

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu lecture du rapport de la Société de gestion, **décide**, conformément aux nouvelles exigences de la Directive AIFM 2, d'ajouter un paragraphe à la fin de l'article 6.3 des statuts de la Société, qui sera rédigé comme suit :

« En cas d'activation du fonds de remboursement par la Société de Gestion, les modalités de fonctionnement de ce dernier comportent deux modalités assimilables à celles proposées en annexe de la Directive (UE) 2024/927 du Parlement Européen et du Conseil du 13 mars 2024 (« AIFM 2 »), à savoir :

- La décote appliquée au prix de retrait sur le fonds de remboursement, dont le montant est fixé par la Société de Gestion, par rapport au prix de retrait compensé est assimilée à des frais de rachat acquis au GFI ;
- Le plafond de remboursement en nombre de parts par associé, fixé par l'assemblée générale au GFI, est assimilé à un plafonnement en montant. En tout état de cause, les remboursements sont plafonnés à hauteur du montant doté au fonds de remboursement. »

8^{ème} Résolution

Pouvoirs en vue des formalités

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, **donne** tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée à l'effet de procéder à tous dépôts et toutes formalités de publicité prévues par la loi.

**LA SOCIETE DE GESTION
AMUNDI IMMOBILIER**